

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Toulouse, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TotalEnergies Marketing France

5 chemin du champ du Bousquet
31150 Lespinasse

Références : 2025/612
Code AIOT : 0006802430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 « plan de modernisation des installations industrielles » dit PMII.

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, du 3 octobre

2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet, depuis 2017, d'action nationale dédiée.

Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lespinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale et est classé Seveso seuil haut pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Champ d'application démarche PMII - 04/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Champ d'application démarche PMII - 03/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PM2I - 03/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
4	Recensement des réservoirs soumis au PM2I - 04/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
5	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
6	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
7	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
8	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a souligné le sérieux de l'exploitant dans le suivi des équipements soumis à la réglementation « plan de modernisation des installations industrielles » (PMII) : les dossiers sont bien tenus et les contrôles rigoureux. Elle préconise toutefois la refonte d'une procédure globale, intégrée au Système de Gestion de la Sécurité, qui expliciterait l'organisation mise en place et formaliserait les critères de soumission pour assurer l'exhaustivité du recensement. Cette procédure permettra également de décliner le déploiement de la méthodologie RBI (méthodologie d'inspection basée sur le risque) en cours de mise en place sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII - 04/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : Le site Total à Lespinasse est une ICPE soumise à autorisation, sous le régime Seveso seuil haut. Il est soumis à l'arrêté ministériel [AM] du 04/10/2010 et notamment à la section 1 « dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements », appelée ci-après réglementation PMII. Le site est également soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010 puisqu'il est sous le régime de l'autorisation pour une rubrique « liquides inflammables » (4734). L'exploitant est donc soumis à la double réglementation liée au PMII : AM des 03/10/2010 et 04/10/2010. L'exploitant indique que la gestion du PMII est intégrée au sein du système de gestion de la sécurité (SGS) du groupe, dénommé <i>Maestro</i> , lequel inclut notamment un volet relatif à la gestion du changement. Ce SGS global décline la politique de sécurité du groupe Total. Au niveau des dépôts français, cette politique est déclinée à travers le référentiel <i>MIEL</i> (Manuel Intégré d'Exploitation Logistique), qui constitue une procédure « chapeau » commune aux sept dépôts du groupe. Le chapitre 08, intitulé « Contrôler et maintenir les installations », traite en particulier des aspects relatifs à la maîtrise du vieillissement des équipements. La procédure MIEL précise que « la maîtrise du vieillissement des réservoirs est réglementaire et dépend des arrêtés des 3 et 4 octobre 2010 ». Toutefois, cette procédure ne détaille pas les critères de soumission au PMII, en particulier ceux définis par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant précise qu'une équipe dédiée, <i>One Tech</i> , a été mise en place au sein du groupe Total

afin de procéder à la mise à jour globale des procédures. Dans ce cadre, la réglementation PMII fait également l'objet d'une révision. Il est notamment indiqué qu'un référent PMII est désigné au niveau du groupe. Ainsi, la gestion du PMII est assurée au niveau du siège et non directement par la cheffe de dépôt.

Au regard des contrôles réalisés dans les fiches suivantes, il apparaît que la refonte, en cours, des procédures du groupe doit être l'occasion de créer une procédure « chapeau » PMII explicitant clairement l'organisation mise en place, les critères de soumission applicables aux différents équipements du site, la prise en compte du PMII dans la gestion des modifications sur le site et le déploiement de la méthodologie RBI sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant profitera de la refonte globale de son cadre réglementaire, pour établir une procédure cadre explicitant la déclinaison de la réglementation PMII sur le dépôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Champ d'application démarche PMII - 03/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, le site TotalEnergie à Lespinasse est soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010 puisqu'il est sous le régime de l'autorisation pour une rubrique « liquides inflammables », la rubrique 4743.

L'exploitant dispose de référentiels pour la prise en compte de la réglementation PMII, en référence aux arrêtés ministériels des 03/10/2010 et 04/10/2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf demande faite au point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I - 03/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure cadre formalisant le recensement des équipements soumis au PMII. Le chapitre 08 de la procédure MIEL, qui traite de la maîtrise du vieillissement des équipements, a été présentée à l'inspection.</p> <p>La procédure MIEL fait référence à l'ancienne procédure « GS FR EXP SLF 023 - Maîtrise du vieillissement des réservoirs de stockage », désormais obsolète et remplacée par la procédure « GM OT MIT 501 - Inspection de réservoirs », transmise à l'inspection et qui sera examinée lors des points de contrôle suivants.</p> <p>Conformément au point de contrôle n°1, l'exploitant a fourni le document « État PM2I des réservoirs de stockage », listant les onze réservoirs du site considérés comme soumis à la réglementation PMII au titre de l'arrêté du 3 octobre 2010, tous ayant une capacité supérieure à 10 m³.</p> <p>Pour chaque réservoir, le document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inspections externes détaillées : date de la dernière inspection et date de la prochaine inspection prévue ; • Inspections hors exploitation détaillées : date de la prochaine inspection. <p>L'exploitant indique réaliser les inspections de routine (annuelle - visites de routine) en interne, dont les modalités seront décrites au point de contrôle n°6.</p> <p>Bien que cette liste semble complète, les critères réglementaires utilisés ne sont ni mentionnés dans le tableau ni explicités dans un document associé.</p> <p>L'exploitant signale également la présence de quatre cuves d'additifs, toutes de moins de 10m³. De plus, il possède deux cuves de colorant rouge pour lesquelles il n'a pas été en mesure, lors de l'inspection, de justifier leur exclusion du PMII.</p> <p>Par ailleurs, les cuves enterrées sont exclues du périmètre PMII.</p> <p>Au regard des contrôles réalisés et des justifications apportées lors de l'inspection, le recensement réalisé semble conforme. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments justifiant formellement l'exhaustivité du recensement PMII.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme demandés au point de contrôle n°1, l'exploitant devra intégrer, dans ses procédures internes, la justification des réservoirs retenus ou pas au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I - 04/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. constats formulés au point de contrôle précédent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme demandés au point de contrôle n°1, l'exploitant devra intégrer, dans ses procédures internes, la justification des réservoirs retenus ou pas au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;

<ul style="list-style-type: none"> - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la «fiche descriptive» du bac U, mise à jour pour la dernière fois le 15 mai 2023. Il indique qu'une fiche similaire est disponible pour chaque réservoir de stockage. Cette fiche reprend les principales caractéristiques du bac dans la section «0 - Descriptif du réservoir»: diamètre, hauteur de robe, capacité de stockage, type de produit stocké, année de construction et code, nom du constructeur, épaisseurs des éléments: fond, tôles marginales, toit, écran flottant, tôles de la robe.</p> <p>La fiche fait également office de «fiche de vie» du bac, car elle consigne les différentes valeurs mesurées au fil du temps et suit l'évolution de l'état du réservoir. Elle reprend notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats des dernières inspections, avec des notes et coefficients utilisés pour attribuer un score • certaines réparations réalisées sur le bac <p>Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la signification exacte des notes et coefficients appliqués.</p> <p>Enfin, l'exploitant précise que la mise à jour de ces fiches descriptives se fait au niveau du siège par la personne en charge du PMII.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apportera, dans ses procédures internes, les précisions nécessaires relatives au système de notation figurant dans la fiche descriptive des réservoirs ainsi que la définition des coefficients associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

De manière générale, l'exploitant dispose d'une procédure pour l'inspection des réservoirs (cf. point de contrôle n°1) : la procédure « **GM OT MIT 501 - Inspection de réservoirs** ». Celle-ci décrit l'ensemble des inspections à réaliser sur les réservoirs de stockage, ainsi que les procédures à suivre pour chaque type d'inspection : inspections de routine, inspections détaillées quinquennales et inspections décennales hors exploitation détaillée. Cette procédure est datée de Janvier 2024 et fait référence à de nombreux documents, notamment des normes ISO pour les contrôles non destructifs, ainsi que des codes référencés dans le DT94 (API 653, EEMUA 159,...).

Pour la planification, l'exploitant a présenté le document « **État PM2I des réservoirs de stockage** », sous forme de classeur informatique, reprenant l'ensemble des 11 réservoirs du site. Ce tableau indique :

- **Inspections quinquennales** : date de la dernière inspection et date de la prochaine inspection prévue ;
- **Inspections décennales** : date de la prochaine inspection décennale : avec ou sans étude RBI (Risk-Based Inspection).

L'exploitant prévoit un plan sur trois ans pour appliquer la méthodologie **RBI** au calcul de la date de la prochaine inspection décennale hors exploitation détaillée. Cette approche, autorisée par l'article 29-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, permet de déroger au délai réglementaire de dix ans lorsque les inspections précédentes montrent une criticité faible du réservoir. Le plan, qui a débuté en 2024, vise à couvrir l'ensemble des réservoirs du site d'ici fin 2027.

L'équipe **One Tech**, dédiée à ces missions au siège du groupe, est chargée de sa mise en œuvre. L'exploitant prévoit également de produire une note à destination de l'inspection des installations pour expliquer la mise en place de cette démarche.

Visites de routine :

Les inspections de routine (annuelles) sont réalisées sur site par un manager du dépôt accompagné d'un opérateur. Ces inspections sont consignées dans la GMAO, qui génère chaque année une demande d'intervention. La procédure interne **MIEL** précise que le chef de dépôt est responsable de la bonne réalisation de ces inspections (p.14). Ces inspections sont appelées **IGP (Inspections Générales Planifiées)**.

Inspections externes détaillées :

Par sondage, l'exploitant a présenté le rapport de l'inspection externe détaillée du **bac U** réalisée par la société IMRAT (RT-IN-OS-18-012 rev0) le 08/02/2018, ainsi que les rapports de calculs géométriques associés. La prochaine inspection externe détaillée est donc prévue en 2023, conformément au document fourni et à la réglementation en vigueur.

Inspections hors exploitation détaillées :

La dernière inspection hors exploitation détaillée pour le bac U a été réalisée en 2023 par MISTRAS (rapport 41 153 652 01). Elle fait également office, comme prévu par la réglementation, d'inspection externe détaillée.

L'inspection a vérifié la cohérence des informations fournies et constate que la planification des inspections est rigoureuse et conforme aux exigences réglementaires (5 ans et 10 ans).

Pour le bac U, la prochaine inspection hors exploitation détaillée est prévue en 2033, dix ans après la dernière réalisée en 2023.

Le déploiement de la méthodologie RBI pour ce bac est planifié en 2027. A l'issue, une nouvelle date, éventuellement plus lointaine, sera proposée pour la prochaine inspection hors exploitation détaillée.

L'inspection des installations classées n'a relevé aucune anomalie et souligne le caractère rigoureux du suivi des réservoirs sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Comme demandé au point de contrôle n°1, la mise en œuvre de la méthodologie RBI devra être explicitée dans la procédure PMII.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10
Prescription contrôlée : 29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an. 29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication. 29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. 29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.
Constats : Visites de routine : L'inspection a constaté que les visites de routine étaient planifiées dans le logiciel de GMAO de l'exploitant et réalisées à l'aide d'une tablette. L'exploitant dispose également d'un modèle de contrôle reprenant les critères à vérifier lors de ces visites : LO-DT-0234, «IGP réglementaires bac», révision 2 du 01/02/2015. Aucune formation spécifique n'est dispensée pour ces visites, celles-ci étant réalisées sous la responsabilité du chef de dépôt , conformément à ses missions. Inspections externes détaillées : L'exploitant a présenté le rapport de l'inspection externe détaillée réalisée sur le bac U par la société IMRAT (RT-IN-OS-18-012 rev0) en date du 08/02/2018. Le rapport conclut à un bon état

général du réservoir et indique qu'aucune inspection complémentaire n'est nécessaire avant la prochaine inspection.

Inspections hors exploitation détaillées :

La dernière inspection hors exploitation détaillée du bac U a été réalisée en 2023.

Deux rapports ont été présentés :

- **Rapport initial** (ref 41 153 652 01 rapport de synthèse bac U) : conclut que le réservoir peut rester en service sous réserve de réaliser certaines actions correctives et de maintenance afin de préserver son intégrité. Un tableau récapitule les anomalies constatées, classées selon leur gravité, en référence au **DT94**.
- **Rapport final** (ref 41 153 652 01 rapport de synthèse bac U Rev 1) : Un **rapport décennal final** est ensuite établi, reprenant le tableau initial des anomalies et indiquant que celles-ci ont été levées (rapport 41 153 652 01 rev.1). Le rapport conclut que le bac U est **apte au service pour 10 ans**.

Précisément, pour ce qui est des travaux à réaliser identifiés lors de l'inspection (et donc identifiés dans le rapport initial), les anomalies sont analysées par la personne en charge du PMII au siège du groupe. Des réunions sont ensuite organisées pour décider des travaux à réaliser et de leur calendrier, en prenant en compte l'impact financier lié à l'arrêt éventuel d'un bac. Les travaux sont exécutés par des entreprises extérieures, avec une coordination assurée par différents services du groupe.

Une fois les travaux terminés, l'exploitant crée un **DFA (Dossier de Fin d'Affaire)**. Par sondage, l'inspection a consulté le DFA du bac U en date du 02/08/2023, qui reprend l'ensemble des anomalies relevées lors de la dernière décennale (en référence au rapport initial susmentionné), ainsi que les factures des réparations effectuées.

L'inspection constate le **suivi rigoureux des réservoirs**, notamment pour le suivi post-inspections et la réalisation des réparations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

<p>Constats :</p> <p><u>Massifs et cuvette des réservoirs :</u> L'exploitant a identifié comme relevant du PMII l'ensemble des cuvettes du site, puisque l'ensemble des bacs de stockage sont identifiés comme relevant du PMII, par extension l'ensemble des cuvettes est concerné, référencé et suivi à ce titre.</p> <p>Lors de la visite, la gestion des tuyauteries (article 5 de l'AM du 03/10) et des structures supportant les tuyauteries (présent article) n'a pas été abordée faute de temps. Une inspection dédiée pourra être réalisée sur ce sujet ultérieurement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme demandés au point de contrôle n°1, l'exploitant devra intégrer, dans ses procédures internes, la justification des équipements retenus ou pas au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Massifs des réservoirs et cuvettes :</u> Les rétention sont classées en catégorie II (rétentions associées à un stockage de liquides inflammables).</p> <p>L'exploitant déclare réaliser une inspection annuelle. Le PMII étant directement géré par une personne du siège et non par le site (comme constaté précédemment), c'est cette personne qui se déplace pour effectuer les contrôles. Les massifs des réservoirs et les cuvettes de rétention sont inspectés simultanément.</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, la présence d'une fiche initiale pour la cuvette Y (cuvette du bac U), définissant un plan de surveillance annuel conformément à la catégorie II du DT92. La dernière fiche de surveillance, datée du 14/07/2025, ne mentionne que des désordres de type D1 ou D2. Par ailleurs, l'exploitant précise que les photographies ne sont incluses dans le rapport que</p>

<p>lorsque des désordres majeurs sont identifiés.</p> <p>Selon les documents consultés, un désordre de type D2 persiste depuis 2018. Selon le guide DT92, les défauts de type D2 doivent être traités sous 5 ans. L'exploitant indique que la réalisation de travaux est discutée lors des revues techniques des dépôts afin d'intégrer la réparation dans le plan de maintenance pluriannuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera des décisions prises pour le traitement de ce défaut de type D2 sur la cuvette de rétention Y.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>